

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18715 - 73ÈME ANNÉE

Législatives dans la 4e circonscription : débat sur la responsabilité

« Prendre en main notre destin » avec la responsabilité



À la tribune: Johevanny Gibraltar, Audrey Minatchy, Ginette Sinapin, Max Banon, Pascal Hullard et Elie Hoarau.

Un nombreux public a répondu hier à l'invitation à débattre lancée par Max Banon, candidat du PCR dans la 4e circonscription, et sa suppléante Audrey Minatchy. Il était question d'échanger sur la responsabilité, le cœur du projet du Parti communiste réunionnais.

Max Banon et Audrey Minatchy organisaient hier à un débat sur la responsabilité. Un nombreux public avait répondu à l'invitation des candidats soutenus par le PCR aux élections législatives dans la 4e circonscription.

À la tribune : Elie Hoarau, président du PCR, Pascal Hullard, secrétaire de la section PCR de Petite-Île, Max Banon, Ginette Sinapin, secrétaire du PCR, Aurélie Minatchy et Johevanny Gibraltar, secrétaire de la section PCR du Tampon. Elie Hoarau a

rappelé le soutien du PCR aux trois candidats présentés par le parti aux législatives : Max Banon dans la 4e circonscription, Julie Pontalba dans la 1ere circonscription, et Gilles Leperlier dans la 6e circonscription.

Systeme à bout de souffle

Dans l'introduction du débat, Max Banon a tout d'abord rendu hommage aux combats des anciens. La responsabilité était à l'ordre du jour

du dernier Congrès du PCR. Elle vise à proposer un nouveau cadre pour remplacer un système à bout de souffle. Près de 30 % des travailleurs sont au chômage, ce qui équivaut à 10 millions de personnes sans-emploi en France. Plus de 70 ans après la départementalisation, « il est inacceptable qu'il y ait 120.000 illettrés à La Réunion », a souligné Max Banon.

À cause du néo-colonialisme, « La Réunion est isolée dans sa région ». Madagascar comptera 55 millions

d'habitants dans 40 ans, notre île sera entourée de pays émergents qui auront besoin d'une main d'œuvre qualifiée. Le Mozambique accueille d'ailleurs de jeunes Portugais qui ne trouvent pas de travail au Portugal. « La Réunion a une jeunesse formée, une expertise à partager », poursuit-il.

Il a rappelé qu'en 1945, les Réunionnais ont su se rassembler pour faire entendre une voix réunionnaise, c'était le CRADS. Mais aujourd'hui, la situation est plus difficile qu'à cette époque, car « le néo-colonialisme a coupé toute forme de développement, La Réunion joue sa survie ». « Il y aura plus de chômeurs que de salariés s'il n'y a pas de changement radical », a ajouté Max Banon.

Une priorité est aussi de préserver les acquis de la lutte. Or, le gouvernement veut s'attaquer au Code du Travail, avec des mesures telles que le contrat à zéro heure. À l'Assemblée nationale, Max Banon luttera pour garder ces acquis.

Sortir du système néo-colonial

Il a lancé un « appel à un rassemblement de toutes les bonnes volontés : à nous décider, de prendre nos responsabilités, l'avenir sera ce que nous en ferons ». La grève en Guyane a montré qu'il est possible de trouver plus de 2 milliards d'euros alors que l'État dit que les caisses sont vides, précisa le candidat du PCR. Le mouvement des planteurs est significatif de ce qui se passera à La Réunion, l'explosion sociale menace, « veut-on que Le Pen soit dans les premiers partis de La Réunion ? ».

La responsabilité a pour but de sortir du système néo-colonial pour aller sur le système du développement. Pour cela, le PCR propose notamment une Assemblée territoriale avec des pouvoirs pour adapter des lois et en expérimenter. En réponse à plusieurs questions posées, Elie Hoarau a développé ce point. « La responsabilité est au cœur de notre projet », a-t-il rappelé. Elle se décline dans une collectivité capable de voter des lois applicables à La Réunion, et dotée de compétences pour discuter avec les pays voisins. Il s'agit de faire respecter les intérêts des Réunionnais dans les accords commerciaux qui se mettent en place dans notre région. Ce nouveau cadre offre une nouvelle voie à La Réunion, « face à leur bilan de faillite, nous demandons la responsabilité ».

Une collectivité unique pour la responsabilité

Cette collectivité devra élaborer un plan de développement pour La Réunion. Les mesures seront financées par un fonds de développement regroupant les différents crédits alloués par l'État et l'Europe pour l'investissement. Ce fonds sera géré par la collectivité réunionnaise. Elie Hoarau a insisté sur l'importance d'agir maintenant pour imposer le droit à la responsabilité, « car dans 5 ans sans changement la situation sera plus grave, et si cela continue nous ne pourrons plus redresser la situation ». « C'est ce que nous appelons la responsabilité. C'est une responsabilité politique et populaire qui ne doit pas être confisquée par une classe ».

Dans ces conditions, les Assises de l'Outre-mer annoncées par le nouveau président de la République ne doivent pas se résumer à une rencontre d'élus et de technocrates à Paris, « elles doivent impliquer le peuple, toutes les forces vives doivent contribuer à ces Assises ». Et de conclure : « quoi qu'il arrive aux élections, le combat continue pour rendre la parole au peuple, car le peuple est acteur de son histoire ».

Relancer l'initiative citoyenne

Stéphane Nicaise, membre du Conseil économique social et environnemental est ensuite intervenu sur le thème de l'éducation populaire. En tant que vice-président de l'AREP, il est revenu sur les avancées permises par les initiatives des associations. Mais avec l'installation des structures de l'État à La Réunion, « l'initiative citoyenne s'atténue ». Il estime que La Réunion n'est pas encore remise des événements du Chaudron en 1991. Il dit que la misère est aujourd'hui plus grande que dans les années 1960.

Il a également constaté que les lois de décentralisation ont transféré des pouvoirs aux collectivités, et notamment à la Région. Dans ce cas, pourquoi les gens continuent-ils à manifester devant la Préfecture ? Il conclut son intervention par un plaidoyer pour valoriser la capacité d'agir qui réside en chaque personne.

À la fin du débat, Gélita Hoarau a rappelé l'importance de ne pas se faire voler le débat sur les Assises des Outre-mer. Si les Assises se déroulent en France, « il faut crier notre révolte », a-t-elle dit. Elle a insisté sur l'importance d'inscrire les actions dans un projet global, « le développement de notre pays ».

En conclusion, Max Banon a rappelé que la responsabilité, « c'est la volonté de prendre en main notre destin ».

M.M.



Les communistes de Saint-Joseph soutiennent Max Banon

La section PCR de Saint-Joseph est pleinement engagée dans ces élections législatives aux côtés de Max Banon, candidat soutenu par le PCR, et de sa suppléante Audrey Minatchy. Hier lors du débat de Saint-Pierre, Clency Audit, secrétaire de la section PCR de Saint-Joseph était assis au premier rang, et il a rappelé qu'à Saint-Joseph, les communistes n'ont qu'un seul candidat : Max Banon.

Edito

La France face à ses responsabilités dans l'application de l'Accord de Paris

Comme il fallait s'y attendre, Donald Trump, président des États-Unis, a annoncé hier le retrait de son pays de l'Accord de Paris visant à lutter contre le changement climatique. Cette décision a aussitôt suscité une large réprobation, à commencer au sein des États-Unis. Les Etats de New York, Californie et Washington ont annoncé qu'ils formaient une « alliance pour le climat ». Les trois Etats, qui représentent ensemble près d'un cinquième de la population américaine et plus d'un cinquième du PIB américain, « sont déterminés à atteindre l'objectif américain de réduction de 26 à 28 % des émissions de gaz à effet de serre » par rapport à 2005, a souligné le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, dans un communiqué. « La décision dangereuse de la Maison-Blanche de se retirer de l'accord de Paris a des répercussions dramatiques non seulement pour les Etats-Unis mais pour la planète. Cette administration abandonne son rôle de leader et se met en situation passive par rapport aux autres pays dans la lutte contre le changement climatique ».

En France, le président de la République a fait une déclaration. Emmanuel Macron veut tenter de prendre la tête de la bataille contre le changement climatique en déclarant notamment ceci : « Je respecte cette décision souveraine mais je la regrette et je considère qu'il commet là une erreur pour les intérêts de son pays et de son peuple et une faute pour l'avenir de la planète (...) Ce qui paraissait encore pouvoir être discuté il y a quelques années s'impose désormais à nous tous, avec une grande évidence. Si nous ne faisons rien nos enfants connaîtront un monde fait de migration, de guerres, de pénuries, de

disparitions d'archipels et de villes côtières causées par ces évolutions.(...) La France appelle l'ensemble des pays signataires à demeurer dans le cadre de l'accord de Paris ». Et d'annoncer des initiatives concrètes en Europe et en Afrique, ainsi que la mise à l'ordre du jour de cette question à l'occasion de la visite demain du Premier ministre de l'Inde.

Au sujet des actions concrètes, une d'entre elle pourrait être la remise en cause du chantier de la route en mer. En effet, ce projet a pour conséquence de condamner La Réunion à être sous la dépendance du tout-automobile pour les déplacements. De plus, de par sa situation dans l'océan Indien, elle est vulnérable aux effets du changement climatique. C'est donc le principal investissement de l'État à La Réunion qui entre en contradiction avec les objectifs de l'Accord de Paris. S'il veut prendre le leadership de la lutte contre le changement climatique, le nouveau pouvoir ne peut se permettre d'être décrédibilisé de la sorte par un projet à contre-courant de l'histoire et de l'opinion mondiale.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Après la réunion avec les industriels et l'État hier à la Direction de l'agriculture et de la forêt

Les planteurs continuent la lutte pour un juste prix de la canne à sucre

Les planteurs, les industriels et l'État ont discuté hier de l'avenir de la Convention canne lors d'une réunion du CPCS à la Direction de l'Agriculture et de la Forêt. Au terme de cette rencontre, l'industriel Tereos a fait une première concession bien insuffisante : une hausse de 50 centimes par tonne du prix de la canne tirée de l'écart technique. C'est bien loin de contenter les planteurs qui continuent leur combat. Ils revendiquent une hausse de 6 euros par tonne du prix de la canne à sucre, pour faire évoluer un prix qui n'a pas bougé depuis plus de 20 ans. La lettre de Gélita Hoarau au ministre de l'Agriculture a élargi à la France et aux Antilles les soutiens dans cette bataille.



Jean-Bernard Gonthier, président de la Chambre d'Agriculture, et Frédéric Vienne, président de la FDSEA.

Le début de la semaine a été marqué par plusieurs mobilisations des planteurs. Lundi, la CGPER a remis une motion à la préfecture. Lundi et mardi, des planteurs de la FDSEA et des Jeunes agriculteurs ont bloqué les usines Tereos de Bois-Rouge et du Gol, ainsi que le siège social de la filiale réunionnaise de cette coopérative de planteurs de betteraves. Ces actions avaient permis d'inscrire deux points à l'ordre du jour des négociations d'hier : la transparence des comptes de Tereos Océan Indien et la discussion du prix de la canne. La négociation devait reprendre hier à la Direction de l'Agriculture et de la Forêt. Une forte délégation de planteurs de la CGPER était pré-

sente devant les grilles hier après-midi, tandis que trois fourgons de police barraient les entrées.

Résultat décevant

À 14 heures 30, les représentants de la CGPER, de la FDSEA et des Jeunes Agriculteurs ainsi que Jean-Bernard Gonthier, président de la Chambre d'agriculture, sont entrés dans la salle de discussion, où ils ont rejoints les représentants de l'État et de Tereos qui étaient déjà arrivés. Au bout de deux heures de discussion, les représentants des planteurs sont sortis déçus. Devant des militants attentifs et motivés, Jules

Houpirpanin, porte-parole de la CGPER, a fait un compte-rendu. Il a annoncé que la seule concession arrachée pour le moment est une hausse de 50 centimes du prix de la canne. Cette somme est prélevée sur l'écart technique. Quant au prix de référence de la canne à sucre, la discussion est prévue lors du prochain CPCS mardi prochain à la même heure et au même endroit. Sur la transparence des comptes de Tereos, les réponses apportées par les représentants de l'industriel sont loin d'être satisfaisantes. En effet, le prix de base de la canne à sucre payé par l'industriel au planteur est de 39,09 euros par tonne. Ce prix n'a pas changé depuis plus de 20 ans. Les syndicats demandent unanimement une hausse de 6 euros par tonne, soit la somme de 45 euros.

La lutte dépasse La Réunion

Autant dire que la mobilisation continue et s'amplifie. En effet, à la suite de la lettre ouverte de Gélita Hoarau au ministre de l'Agriculture, les planteurs sont soutenus par la Confédération paysanne ainsi que par l'UFG de Guadeloupe et l'OPAM de Martinique. La bataille des planteurs de La Réunion dépasse donc les frontières de notre île car leurs camarades des Antilles vont eux aussi prochainement entrer en négociation pour le prix de la canne.

M.M.

Soutien de syndicats des Antilles et de France à la bataille menée notamment par la CGPER

Confédération paysanne - CGPER – UPG - OPAM : « L'urgence d'un revenu pour les planteurs de canne à sucre »

La bataille pour l'augmentation du prix de la canne à sucre à La Réunion est une cause qui dépasse notre île. Suite à la lettre ouverte de la sénatrice Gérita Hoarau au ministre de l'Agriculture, les planteurs de la CGPER ont reçu le soutien de la Confédération paysanne ainsi que de syndicats de Martinique et de Guadeloupe. Ces 4 syndicats ont diffusé hier un communiqué dont voici le contenu :



Planteurs de la CGPER rassemblés devant la DAF.

A La Réunion mais aussi aux Antilles, la filière canne à sucre est une colonne vertébrale, structurant l'agriculture et l'économie locale.

A La Réunion, les négociations en cours avec les industriels sur la révision du prix de référence de la tonne de canne laissent planer le pire pour les planteurs. Aux Antilles, qui bientôt, rentreront elles aussi en négociations canne, les paysans sont inquiets car déjà largement affectés par la lenteur administrative et les retards de paiements des aides.

Ces tensions interviennent avec comme toile de fond la fin des quotas sucriers au 1er octobre 2017 et

la signature d'accords de libre-échange avec des pays qui sont de gros producteurs de canne.

On peut alors se poser légitimement la question : qui veut la mort de la filière canne ? L'Europe, L'État ou les industriels ?

La Confédération paysanne et ses syndicats locaux, CGPER, OPAM et UPG demandent au ministre de l'Agriculture et à la ministre des Outre-mer de mettre en place une cellule de crise pour prendre cette question à bras-le-corps.

Des moyens existent puisqu'une aide de 38 millions d'euros a été versée aux industriels de la canne.

La Confédération paysanne se positionne clairement pour :

- une hausse du prix de référence de la tonne de canne,

- un traitement administratif d'urgence pour le paiement des aides liées à la canne,

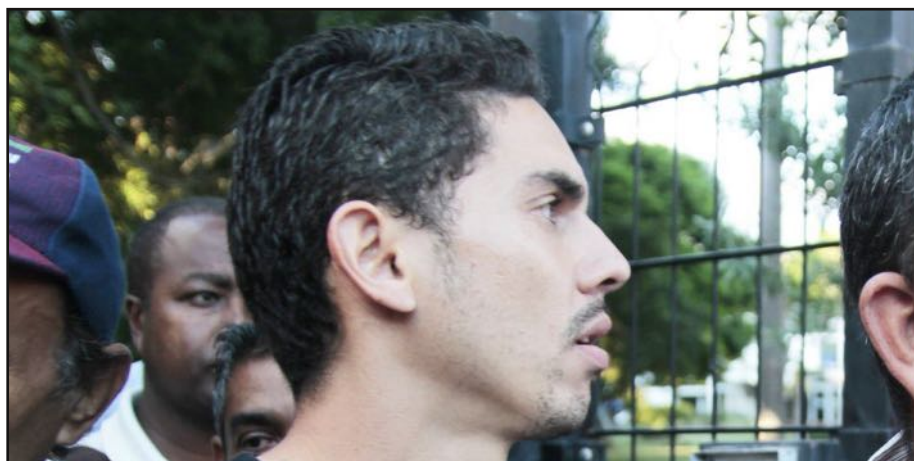
- la remise en cause des accords de libre-échange avec les pays exportateurs de sucre de canne,

- la mise en place d'un groupe de travail et de propositions sur l'avenir de la filière canne sucre, comme cela avait été le cas pour la betterave.

La Confédération paysanne sera attentive à ce que les planteurs de canne soient traités avec considération tant à Bruxelles qu'à Paris afin qu'on leur permette de vivre dignement de leur métier.

Tribune libre des Jeunes Agriculteurs

« Transparence et juste répartition de la valeur comme gage d'un nouvel engagement entre planteurs et industriels »



Bruno Robert.

Ce jeudi 1er juin 2017 les syndicats agricoles réclament d'une même voix une augmentation de 6 euros du prix de base minimum de la tonne de canne de référence ainsi que la transparence totale des comptes de l'industrie sucrière dans un contexte où grâce à la mobilisation de toute la filière le sucre blanc réunionnais sera compétitif sur le marché libéralisé et les sucres dits « spéciaux » protégés.

La motivation de ces revendications est issue d'arguments difficilement réfutables et d'une logique qui vise à maintenir un climat de confiance mutuel entre planteurs et industriels qui sera propice non pas à la survie de la filière mais à son développement.

En effet les coûts de productions d'une tonne de canne augmentent d'année en année et dans le même temps il n'est pas faux de dire que la rémunération globale de la canne a

aussi augmenté sous l'effet de la rémunération de l'énergie principale.

Cependant il est clair que dans une économie de marché la logique du coût de production ne suffit pas, par contre le combat de la juste répartition des ventes des produits de l'industrie sucrière entre industriels et planteurs qui était mené chaque année dans les années 1960 à 1980 et qui depuis n'a jamais réellement été remis en cause mérite de connaître son épilogue.

En effet depuis la réforme sucrière de 2006 et l'enveloppe de compensation de 45 millions d'euros dite AIS, les industriels paient la tonne de cannes aux prix de base de 17 euros. Ce prix de base correspond à un prix de la betterave de 25 euros/tonne et un prix du sucre de 404 euros/tonne. Ce qu'on constate, c'est que d'une part le sucre blanc n'est jamais descendu au niveau de 404 euros par tonne

sur la période 2006-2016, que les betteraviers restent sur 5 années consécutives avec un supplément de prix (sources CGB) et d'autre part que la production de sucre réunionnais ne se limite pas aux sucres blancs mais que nous valorisons bien 50 % de nos sucres sur des marchés à fortes valeurs ajoutées.

Voilà réellement l'enjeu des négociations qui commencent le 1er juin 2017. Quelle est la réelle valorisation des sucres issus de la canne réunionnais et cette valorisation est telle justement réparties entre planteurs et industriels. On comprend dès lors que le préalable à ces négociations est la transparence totale des comptes de l'industrie sucrière qui permettra nous le souhaitons à la signature de l'accord d'affirmer que le prix de la canne est désormais juste, que c'est un prix minimum qui sera revalorisé en conséquence de l'évolution des prix des sucres sur les marchés et que l'heure n'est plus à la guerre mais à la reconstruction d'un lien indispensable entre tous les acteurs de cette filière qui pèse dans l'histoire de notre île, l'île à sucre.

Les planteurs de cannes ont reçu dans leur combat le soutien de plusieurs élus, c'est pourquoi nous tenons à mettre en lumière nos arguments afin que ce soutien s'amplifie et que cet accord gagnant-gagnant tant espéré voit enfin le jour.

Bruno Robert, Président des Jeunes Agriculteurs

In kozman pou la rout

« Plizyèr kalité poisson, in sèl kalité la sos »

Kan ou i pèsh golète, ou i shoizi pa poisson. Ou i pèsh sak ou i gingn donk ou i trap plizyèr kalité - si ou i trap ! Bonpartèr li, gro zékal li, papiyon li, makabi, risdal, kapisin, barbi... Mé avèk sa ou i fé in mèm kari avèk in sèl sos. Lé domaz, mé lé konmsa. Lé domaz ? La pa sir. Pou kosa ? Dizon zanfan pèshèr, konm zanfan bord mèr out kari la pa promyé shoi ni dézyèm, out kari la pa l'iniformité mé sé la varyété, in bouké lo gou la shènè alimantèr la kado aou... suivan la pèryod l'ané, suivan lo biodiversité la mèr dann l'androi ou la pèshé... In lang bien aprété, bien édiké i pas pa par koté lo bann gouté. Final de kont, lé vré na in sèl sos, mé pa in sèl gou. Mi lèss azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Billet philosophique

Kansa lo vélo é la filo a lékol ?

En pleine célébration de la Semaine du Développement Durable et à l'approche des élections législatives 2017, on peut se poser la question : que fait-on dans notre monde politique et institutionnel pour la culture de la responsabilité du peuple réunionnais, comme le préconise le PCR avec ses alliés, notamment ceux de La Réunion Insoumise ? Pourtant, des acteurs de la société civile, qui réfléchissent à l'avenir du pays, ne manquent pas d'initiatives pour que l'on aille tous ensemble dans ce sens...

Que fait-on pour préparer la jeunesse réunionnaise à prendre en main l'avenir de son pays, l'aider à prendre conscience de l'importance de cette tâche et lui permettre d'assumer ses responsabilités à ce sujet dans tous les domaines ? Nous allons citer l'œuvre exemplaire accomplie à ce sujet par l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré à La Réunion), qui organise ces jours-ci dans une douzaine de communes la 20e édition de son "P'Tit Tour à Vélo".

Au moment où La Réunion est toujours soumise au système du tout-automobile au détriment d'une politique des déplacements durables, Thierry Grimaud et ses amis de l'USEP animent avec de nombreux enseignants et parents d'élèves de nos écoles primaires d'admirables randos vélo pédagogiques. De quoi encourager les élèves à se déplacer à vélo en sécurité et de manière responsable, chaque fois que cela est possible, au profit de leur santé et du bien de la planète.

« Alon mèt anou debout pou sa mèm ! »

Le bien de la planète et de l'humanité : voilà une valeur essentielle cultivée une fois de plus samedi dernier au Moufia par un grand philosophe réunionnais, Farouk Issop, lors d'une conférence consacrée à "l'humanisme de l'Islam", « porteur de la fraternité, de la miséricorde et de l'inter-connaissance ». À cette occasion, aux côtés d'autres grands penseurs réunionnais comme Éric Magamootoo et Omar Issop-Banian, il a également cité de nombreux philosophes et religieux du monde entier qui ont consacré leur vie à lutter pour l'humanisme. Pour Farouk Issop, « nous vivons dans un système où la politique, la



Des marmay à vélo lors d'un "p'tit tour" de l'USEP.

communication, la société, l'environnement, l'éducation sont sous la dictature de la finance et nous manquons énormément d'amour, de liens entre la raison et le cœur ». D'où sa conclusion : « si nou mèt la min dan la min, ansanm nou pé fé avans l'humanisme dan nout péi ; alon mèt anou debout pou sa mèm ! ».

« Vivre c'est aimer »

Dans cet esprit, nous vous invitons à cliquer sur le site que nous a transmis Farouk Issop — <https://www.youtube.com/watch?v=K3qYC3X25nk> — pour voir et entendre des enfants proclamer une merveilleuse chanson en faveur des valeurs humaines fondamentales, comme « vivre c'est aimer » et « aimer c'est comprendre et partager ». Cela nous fait penser à l'importance de faire connaître aussi "l'amour de la sagesse" (la philo-

sophie) aux enfants dès le plus jeune âge, comme le préconise l'UNESCO depuis 2005, afin que le système éducatif contribue à les rendre libres et responsables. Kansa donc lo vélo é la filo a lékol ?

Mais quel est le pouvoir de décision des forces démocratiques et populaires du peuple réunionnais à ce sujet comme dans les autres domaines du développement durable (système économique, social, environnemental, culturel, institutionnel, international) ? D'où l'importance du rassemblement sans exclusive de nos compatriotes pour s'engager ensemble dans le combat afin d'entrer dans l'ère de la responsabilité.

Roger Orlu

Oté

Fér z'afèr avèk kapitalis, sa i fé rant aou in pé dan z'ot famiy. Zot i pans pa ?

*Mi koné pa si zot i rapèl l'èskandal lo san kontaminé la spass dsou in gouvèrnman sosyalis. Mi pans osi zot i ansouvien la maladi la vash fol épi na poin lontan l'èskandal lo médyator. Pou kosa mi rapèl sa zordi ? Pars souvan dé foi bann z'èlu, kisoï sosyalis, kisoï d'ot z'opinyon ankor, i pans zot i doi fé plézir bann kapitalis. Pétète, konmsa, zot i pans zot i fé in sèl famiy avèk banna. Zot i pé mèm gonf z'ot zabo é konm gronouy dann la fab zot i majine toudinkou zot lé pli gro k'in bèf. **

Koméla nana in éskandal dsi kann é sète-la sé gouvèrnman sosyalis l'otèr. Mi rapèl kan mèm, kan la diskite dsi lo bann kota épi lo pri garanti lo moun la négosyé sa koté fransé sé in sosyalis i apèl Le Foll, té i prétran. « la koup la poir an dé ! ». Sa i vé dir, olèrk tienbo la date 2020 pou la finisyon bann kota, gouvèrnman la done son akor pou 2017, si tèlman ké tourman bann plantèr la komans troi z'ané avan. Aprés, mi pans bann z'alman épi d'ot lété kontan avèk li é li té kontan pars banna té kontan avèk li. Zot lété kontan-kontan !

Mé l'afèr lé pankor fini pars bann konpagni konm Téréos, épi bann plantèr, la domann in ralonz trant uit milyon pou anpèsh la filyèr mor. La tourné, la viré, la tourné la viré é moi d'désanm l'érop la done son konsantman é gouvèrnman la sign in dékré moi d'mé. La pass pré Batis ! Moi d'mé té fini. An parmi lo trant uit milyon Téréos la anposh vint-uit l'arzan fé é konm i di : « Sak lé aou lé t'amoin mé sak lé amoin lé pa t'aou ! ». Ala bann plantèr blizé sobate pou gingn in pti graton la dsi-si zot i gingn - pou tash moiyn rolèv lo pri la tonn kane, lo mèm dopi karant z'ané.

Téréos lé kontan. Sak la sign lo dékré lé kontan galman, mé anparmi sak la signé normalman, nana plizyèr signatir é i doi an avoir la signatir ministrès l'outremèr (dann tan-la), é ministrès-la sa la pa érika ? Mi pans ké oui. Lé bèl sign in shèk konmsa pou bann kapitalis, é konm k'i diré sa i fé rant aou in pé dan la famiy. In gran promosyon pou ou. Zot i pans pa ?

**In fab i paré La Fontaine la kopyé dsi in pli z'ansien ké li kisoï Esope, kisoï Phèdre ; kisoï Pilpay, kisoï in fon k'i apartien l'imanité i di i sort dann la Mésopotamie. Donk pou sak i vé kopyé dsi La Fontaine, li pé, mé pou trap lo jéni lo boug sa sé in n'ot afèr.*

Justin